

ASSEMBLEE DE CORSE

4 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 30 ET 31 MAI 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

TRANSPORT SCOLAIRE DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission du Développement Economique, du
Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de
l'Environnement

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le présent rapport a pour objet de proposer la subrogation de paiement aux familles bénéficiaires de la prestation de transport scolaire spécifique de leurs enfants handicapés.

1. Contexte

Depuis le 1er janvier 2018, en application de l'article 30 - IV de la loi n° 2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe, c'est la Collectivité de Corse qui a en charge l'organisation des transports des élèves handicapés, en lieu et place de des départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse, compétents en la matière jusqu'au 31 décembre 2017. Cette compétence était exclue du champ d'application de la loi NOTRe, et son article 15 avait déjà transféré à la Collectivité Territoriale de Corse la compétence des transports interurbains au 1er janvier 2017 puis des transports scolaires au 1er septembre 2017.

Cette compétence est décrite dans les articles R3111-24 à R311-27 du Code des Transports et articles L242-1 à L242-13 du Code de l'action sociale et des familles.

Pour pouvoir bénéficier d'un remboursement des frais de déplacement, l'enfant doit :

- être scolarisé en [milieu ordinaire](#) dans un établissement d'enseignement scolaire ou universitaire général, agricole ou professionnel, public ou privé placé sous contrat.-
- présenter une situation de handicap dont la gravité est médicalement reconnue (un taux d'incapacité supérieur à 50 % est généralement retenu) par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

2. Situation actuelle

La compétence des départements et depuis de la Collectivité de Corse au 1er janvier 2018 est d'abord d'indemniser les familles du coût du transport spécifiquement nécessaire pour l'élève reconnu en situation de handicap, après accord MDPH et avis de la CDAPH, vers l'établissement dans lequel il est scolarisé quelle que soit sa distance au domicile dans les seuls cas où ils ne peuvent emprunter les moyens de transports en commun.

Il s'agit de rembourser les indemnités kilométriques du transport effectué par les parents (avec leur véhicule) par un taux défini aux règlements territoriaux des transports scolaires (qui ont été prorogés par délibération n° 17/138 de l'AC du 1er juin 2017 sur ressort respectif des deux départements dans l'attente de l'approbation

d'un Règlement des transports scolaires harmonisé s'appliquant sur l'ensemble du territoire de la Corse à valider en AC au plus tard courant juin 2018) soit les frais de remboursement des taxis qu'ils ont commandés et réglés pour le transport de leur enfant handicapés.

Dans la pratique, en raison parfois d'une situation de précarité financière, les familles ne pouvaient s'acquitter des factures. C'est pourquoi, les deux départements ont délibéré fin 2013 pour autoriser la subdélégation de paiement direct des collectivités aux taxis sous réserve d'un accord formel des familles.

Le budget prévisionnel 2018 prévu pour le remboursement de ces prestations s'élève à 1 400 000 € dont le mandatement prévisionnel devrait se répartir de la manière suivante :

1. Un tiers des familles concernées seront indemnisées directement par des allocations spécifiques.
2. Pour les deux derniers tiers, il est fait application, avec l'accord du payeur régional, au paiement direct des taxis effectuant ces transports spécifiques en application des deux délibérations départementales en cours de validité.

Il est donc proposé d'harmoniser et de pérenniser le principe de cession de créance permettant, pour les familles d'élèves handicapés rencontrant des difficultés financières, d'être substituées dans les paiements directs aux transporteurs par la Collectivité de Corse.

Conclusion :

En conclusion, je propose à l'Assemblée de Corse :

- d'approuver le principe de proposer aux familles en situation de précarité la possibilité de procéder au paiement du prestataire chargé du transport des enfants handicapés, par utilisation d'une cession de créance qui s'opérera conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en la matière.
- de m'autoriser à procéder au règlement direct aux prestataires de transport, des sommes engagées par les familles pour le transport de leur enfant dont le taux de handicap nécessite un moyen de transport adapté depuis le domicile familial jusqu'à l'établissement scolaire fréquenté, sous réserve que l'accord express des bénéficiaires et la mise en œuvre des procédures réglementaires de vérifications et de justifications soient préalablement requis.
- de modifier en conséquence les règlements territoriaux des transports scolaires existants et de valider cette disposition dans le futur règlement territorial harmonisé des transports scolaires.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.